

Mot-clé Luxembourg : article 50bis mieux connu comme « Patentbox » ou « IP-regime »

Par une loi de 2007, mieux connu sous « l'article 50bis » de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ("L.I.R."), les revenus ou plus-values générés par différents droits de propriété intellectuelle qui ont été acquis ou créés après le 31 décembre 2007, bénéficient d'une exonération fiscale de 80%. Lesdits revenus bénéficient *de facto* d'un taux d'imposition effectif d'environ 6%.

Le 17 décembre 2015, le Parlement luxembourgeois a adopté le budget 2016. Cachées dans la loi sur les mesures budgétaires se trouvent également des dispositions visant l'abrogation du système d'exonération partielle des revenus de l'article 50bis.

Dans le cadre de ses engagements internationaux, en particulier dans le contexte de la lutte de l'OCDE / G20 contre l'érosion de l'assiette fiscale et les transferts de bénéfices (BEPS), le législateur luxembourgeois a choisi d'abolir complètement le système instauré en 2007.

Une période transitoire permet aux titulaires de droits qui bénéficient déjà du système, de pouvoir continuer à bénéficier de l'exemption jusqu'au 30 juin 2021.

Concernant l'acquisition de droits de propriété intellectuelle éligibles d'une société liée après le 31 décembre 2015, des conditions particulières ont été instaurées. En ce qui concerne ces droits, la période transitoire se termine déjà le 31 décembre 2016, sauf si les droits acquis étaient déjà éligibles au bénéfice de l'article 50bis au moment de leur acquisition. Le législateur a ainsi voulu lutter contre un transfert massif « intra-groupe » de droits de propriété intellectuelle.

Les droits nouvellement créés jusqu'au 30 juin 2016, par exemple par le biais d'un nouveau dépôt de marque, peuvent bénéficier de l'exemption de 80% jusqu'au 30 juin 2021.

En ce qui concerne les droits acquis par enregistrement, comme par exemple une marque, la date de dépôt est décisive.

Les titulaires de droits vont devoir ajuster leur stratégie de propriété intellectuelle jusqu'au 30 juin 2016 et tenir compte du fait que les structures existantes seront peut-être sujettes à modification d'ici 2021. Les droits non encore protégés doivent être impérativement déposés avant le 30 juin 2016, car les dispositions transitoires font du système 50bis luxembourgeois encore l'un des systèmes les plus intéressants pour l'imposition des revenus de la propriété intellectuelle jusqu'en 2021.

A ce jour, il est encore difficile de savoir s'il y aura une nouvelle édition du régime 50bis. Des sources bien informées ont déclaré que les institutions travaillent déjà sur un "article 50ter". Jusqu'à présent, le ministère des Finances, n'a pas encore présenté une proposition de loi. Les textes sont attendus d'ici la fin du premier semestre 2016.

Sur base du rapport BEPS de l'OCDE, un futur système devrait seulement trouver à s'appliquer aux revenus provenant de brevets et de droits d'auteur sur logiciels. Seront dès lors exclus les marques, les noms de domaines et les modèles et dessins.

Besoin de plus de renseignements ? Intéressé par la matière ? Contactez-nous.



Raymond Bindels

Conseil en propriété intellectuelle

Senior European and Benelux Trade mark and Design Attorney

raymond.bindels@thg-ip.solutions

THG IP Solutions Sàrl

61, Gruuss-Strooss, L-9991 Weiswampach

www.thg-ip.solutions

